



Assemblée générale

Soixante-quinzième session

101^e séance plénière

Mercredi 8 septembre 2021, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Bozkır..... (Turquie)

La séance est ouverte à 10 h 5.

Réunion de haut niveau en vue de célébrer et de promouvoir la Journée internationale contre les essais nucléaires

Point 103 de l'ordre du jour (suite)

Désarmement général et complet

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 72/51 du 4 décembre 2017, l'Assemblée générale va tenir une réunion de haut niveau en vue de célébrer et de promouvoir la Journée internationale contre les essais nucléaires. Je vais maintenant faire une déclaration depuis la tribune.

Déclaration du Président

Le Président (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons pour célébrer la Journée internationale contre les essais nucléaires pour la douzième fois. Nous célébrons aujourd'hui la fermeture du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk, au Kazakhstan, le 29 août 1991. Nous saluons la mémoire des victimes des essais nucléaires. Nous rendons hommage aux survivants. Nous examinons les effets durables des armes nucléaires, notamment les déchets nucléaires. Plus de 2 000 essais nucléaires ont été menés depuis l'apparition des armes nucléaires, et si le nombre d'essais a baissé, ceux-ci n'ont pas cessé. Ces essais ont des conséquences à long terme sur notre santé et l'environnement. Ils dévastent les communautés qu'ils touchent. Ils déplacent des familles de leurs terres ancestrales. Les essais nucléaires ont également

des conséquences catastrophiques sur l'environnement, et nous allons examiner aujourd'hui l'impact des essais nucléaires sur le niveau des mers et l'évolution du climat.

Aujourd'hui, de nombreux États Membres exigent une fois de plus qu'il soit mis fin définitivement aux essais nucléaires et que les armes nucléaires soient interdites. L'Assemblée générale est attachée au désarmement nucléaire depuis sa création. La toute première résolution adoptée en 1946 (résolution 1(I)) avait pour but de réaliser le désarmement nucléaire mondial. Je me félicite des progrès accomplis sur la voie du désarmement nucléaire au cours de l'année écoulée, en particulier compte tenu des problèmes supplémentaires causés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Je pense notamment aux efforts multilatéraux. Le cinquantième instrument de ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires a été déposé auprès de l'ONU le 24 octobre dernier et par conséquent, le Traité est entré en vigueur le 22 janvier. D'autre part, le Traité bilatéral entre les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie sur des mesures visant de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs, également connu sous le nom de nouveau Traité de réduction des armements stratégiques, a été prorogé pour une nouvelle période de cinq ans, jusqu'au 4 février 2026.

Il reste cependant beaucoup à faire. Je demande instamment que de nouvelles dates soient fixées pour les réunions qui ont été reportées. Il faut notamment fixer une date pour la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



armes nucléaires au plus tard en février 2022 et pour la quatrième Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie. Étant donné que mon mandat de Président de l'Assemblée générale prend fin dans quelques jours, je saisis cette occasion pour appeler les États qui n'ont pas encore signé ou ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires à le faire dans les plus brefs délais.

Conformément à l'article 70 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, j'invite maintenant M^{me} Izumi Nakamitsu, Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, à faire une déclaration à l'Assemblée générale au nom du Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

M^{me} Nakamitsu (*parle en anglais*) : Nous commémorons cette année le trentième anniversaire de la fermeture du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk au Kazakhstan, le plus grand de l'ex-Union soviétique. La fermeture de ce site, où plus de 450 essais nucléaires ont été effectués, a marqué la fin de l'ère des essais nucléaires sans limites. Cinq ans plus tard, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a été adopté, signalant un tournant pour le multilatéralisme et le désarmement nucléaire. Au total, on sait que huit États ont effectué plus de 2 000 essais nucléaires, dont beaucoup dans des environnements parmi les plus reculés et les plus vierges du monde, provoquant d'énormes souffrances humaines et détruisant des écosystèmes qui mettront des décennies, voire des siècles, à se rétablir.

Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires proscriit tous les essais d'armes nucléaires explosives en tout lieu et par quelque pays que ce soit, et constitue la pièce maîtresse des efforts mondiaux visant à éliminer les essais nucléaires une bonne fois pour toutes. Le Traité a le pouvoir de protéger les générations futures des souffrances humaines et des catastrophes environnementales causées par les essais nucléaires. Il apporte une contribution inestimable à la non-prolifération nucléaire. Il constitue un rempart puissant contre la mise au point de nouvelles armes, mettant un frein à la course aux armements nucléaires. Toutefois, malgré son acceptation quasi universelle, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'a pas encore atteint son plein potentiel, car il n'est toujours pas entré en vigueur. J'exhorte de nouveau les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Traité sans tarder. Les huit États dont la ratification est nécessaire pour que le Traité entre en vigueur ont certes une responsabilité particulière, mais tous les États doivent s'engager à respecter une interdiction juridiquement contraignante.

À l'occasion de la Journée internationale contre les essais nucléaires, réfléchissons tous aux énormes dégâts humains et environnementaux causés par des décennies d'essais nucléaires. Renouvelons aussi notre engagement à mettre fin à tous les essais nucléaires par quoi que ce soit, où que ce soit.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Nakamitsu de sa déclaration.

Avant de poursuivre, et comme indiqué dans ma lettre du 2 septembre 2021, je souhaiterais consulter les membres en vue d'inviter les intervenants suivants à faire des déclarations liminaires à l'occasion de cette séance commémorative : M. Robert Floyd, Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; M^{me} Vivian Okeke, Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York ; M^{me} Sue Coleman-Haseldine, survivante des essais nucléaires effectués dans le Kokatha et représentante de la branche australienne de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires ; et M^{me} Danity Laukon, ancien membre de l'Association des étudiants des Îles Marshall.

S'il n'y a pas d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite, sans créer de précédent, inviter ces personnalités à faire une déclaration à la présente séance commémorative ?

Il en est ainsi décidé (décision 75/576).

Le Président (*parle en anglais*) : Comme je l'ai également indiqué dans ma lettre du 2 septembre 2021, les déclarations de M^{me} Coleman-Haseldine et M^{me} Laukon sont préenregistrées. À cet égard, conformément à la décision 75/558 du 19 mars 2021, les déclarations préenregistrées seront présentées par le Président de l'Assemblée générale puis diffusées dans la salle et, en plus du procès-verbal de la séance plénière, le Président de l'Assemblée générale fera distribuer comme document de l'Assemblée un document récapitulatif des déclarations préenregistrées, qui sera joint au procès-verbal de la séance.

J'invite maintenant M. Robert Floyd, Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à faire une déclaration liminaire.

M. Floyd (Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir invité à m'adresser à l'Assemblée générale sur cette question importante. J'aimerais également remercier la Haute-Représentante Izumi

Nakamitsu des observations qu'elle a formulées au nom du Secrétaire général. C'est un plaisir de partager cette tribune aujourd'hui avec notamment des intervenantes de ma propre région de l'Asie et du Pacifique, à savoir M^{me} Sue Coleman-Haseldine, de l'Australie, et M^{me} Danity Laukon, des Îles Marshall, sur une question cruciale pour notre région.

Alors que nous célébrons cette journée importante, il est essentiel que nous continuions à écouter les voix de celles et ceux qui ont été touchés par les conséquences tragiques des essais nucléaires. Il y a 30 ans, comme nous l'avons entendu, le premier Président de la République du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, a signé un décret de fermeture du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk, connu sous le nom de Polygone. C'était une décision audacieuse, visionnaire. Il y a deux semaines, je me suis tenu sur l'un des points zéro du site de Semipalatinsk. Ce fut une expérience qui m'a donné à réfléchir. Avec plus de 450 essais nucléaires effectués au Polygone et une puissance explosive totale équivalente à 2500 bombes larguées sur Hiroshima, on ne pourra peut-être jamais saisir complètement l'ampleur des conséquences sur la santé humaine et l'environnement. Pourtant, pour les communautés touchées par l'exposition aux essais nucléaires, à cet endroit et sur d'autres sites d'essais nucléaires dans le monde, y compris dans mon propre pays, la douleur et l'angoisse sont représentatives du triste héritage d'une ère d'essais nucléaires sans limites.

Toutefois, nous ne devons pas non plus perdre de vue les souffrances et les pertes encore plus grandes qui résulteraient d'une guerre nucléaire, laquelle réduirait à néant notre humanité collective. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires représente un objectif de non-prolifération et de désarmement dont l'élaboration a pris des décennies. Il a été négocié dans le but d'éloigner le monde du précipice nucléaire et de nous mettre sur une voie stable vers l'élimination de la force la plus destructrice jamais conçue par l'humanité.

Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est une réussite, même s'il n'est pas encore devenu juridiquement contraignant. Depuis son ouverture à la signature, il y a 25 ans ce mois-ci, l'adhésion à la norme contre les essais nucléaires, qui est sous-tendue par le Traité, est quasi universelle. Avec 185 États signataires et 170 États ratificateurs, l'appui au Traité ne cesse de croître. Toutefois, le seul moyen de mettre en place une interdiction durable et vérifiable des essais nucléaires est l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité. La promesse d'un monde sans armes nucléaires ne pourra être réalisée que si la communauté internationale s'unit

autour de cette cause importante. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires s'est révélé être une mesure efficace pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires, mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Nous devons reconnaître que notre travail n'est pas entièrement achevé et faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que le Traité entre en vigueur et que son régime de vérification soit complet.

Engageons-nous ensemble à ce que le monde ne souffre plus jamais des conséquences désastreuses des essais nucléaires, engageons-nous à réduire le risque nucléaire, à prévenir la guerre nucléaire et à construire un monde plus sûr pour les générations futures en prenant des mesures concrètes afin de faire progresser la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Nous pouvons atteindre ces nobles objectifs en saisissant toutes les occasions de promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité. Ce faisant, nous aurons démontré que la promesse d'un monde sans armes nucléaires est à notre portée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M^{me} Vivian Okeke, Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York.

M^{me} Okeke (Agence internationale de l'énergie atomique) (*parle en anglais*) : Au nom du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Rafael Mariano Grossi, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui pour commémorer la Journée internationale contre les essais nucléaires. Je remercie également vivement la Haute-Représentante Izumi Nakamitsu des observations qu'elle a formulées au nom du Secrétaire général. Nous félicitons par ailleurs le Gouvernement kazakh de son engagement, au fil des ans, à promouvoir la Journée internationale contre les essais nucléaires, ayant subi de première main les effets dévastateurs des essais nucléaires réalisés sur son territoire de Semipalatinsk.

Garantir que la science et la technologie nucléaires sont utilisées exclusivement à des fins pacifiques est le pilier fondamental sur lequel l'AIEA a été créée il y a plus de 60 ans. Au cours des six dernières décennies, l'AIEA a contribué à prévenir la propagation des armes nucléaires tout en mettant à disposition la science et la technologie nucléaires à des fins pacifiques, notamment pour les pays en développement. La science et la technologie nucléaires aident les pays à réduire la pauvreté et la faim, à produire de l'électricité, à gérer les ressources en eau, à traiter des maladies telles que le cancer, à lutter contre les changements climatiques et bien plus encore.

L'Agence contribue directement à la réalisation de neuf des 17 objectifs de développement durable. Nous aidons les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à exploiter la puissance de la science nucléaire pour augmenter le rendement des cultures et à apprendre les techniques isotopiques qui permettent de réduire les besoins en irrigation et en engrais, de stériliser les parasites, de diminuer l'utilisation de pesticides dangereux et de décomposer le plastique qui pollue nos océans. Nous les aidons à irradier les denrées alimentaires pour accroître leur longévité en vue de leur exportation, à analyser les réserves d'eau, à reconstruire les villes déchirées par la guerre et à bénéficier des énormes progrès de la médecine nucléaire dans la détection et la guérison des cancers.

Il est essentiel de veiller à ce que la technologie nucléaire soit utilisée de façon sûre et en toute sécurité. Si la sûreté et la sécurité nucléaires relèvent de la responsabilité des États, l'AIEA est une instance internationale au sein de laquelle les pays collaborent pour élaborer des normes de sûreté et des orientations en matière de sécurité et pour partager les meilleures pratiques. L'AIEA aide ses États membres à s'acquitter de leurs responsabilités dans ces domaines en élaborant des normes de sécurité qui peuvent servir de base aux réglementations nationales et en fournissant sur demande divers services, notamment des missions d'examen par des experts.

En outre, l'AIEA joue un rôle de premier plan en tant que plateforme mondiale pour le renforcement de la sécurité nucléaire. Les pays sollicitent de plus en plus notre aide pour réduire au minimum le risque que des matières nucléaires et autres matières radioactives tombent entre les mains de terroristes. Nous dispensons des formations sur la sécurité nucléaire, aidons les pays à améliorer la sécurité physique des installations où sont conservées des matières nucléaires et gérons la base de données mondiale la plus fiable sur le trafic illicite de matières nucléaires et autres matières radioactives. En février 2020, l'AIEA a organisé avec succès la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire, sur le thème « Soutenir et intensifier les efforts », qui s'est tenue à Vienne et a rassemblé plus de 1 900 participants pour partager leurs expériences et réalisations en matière de sécurité nucléaire. Les États membres ont adopté une déclaration ministérielle affirmant leur appui à la sécurité nucléaire.

L'AIEA a pour autre fonction essentielle de vérifier que les pays ne cherchent pas à acquérir des armes nucléaires. Les inspecteurs de l'Agence effectuent des vérifications dans les installations nucléaires du monde entier. Ils rapportent des échantillons qui sont analysés pour détecter d'éventuelles traces de matière

nucléaire. L'AIEA est l'autorité compétente chargée par la communauté internationale de vérifier que les États respectent leurs obligations en matière de non-prolifération en limitant leurs programmes nucléaires à des fins exclusivement pacifiques. Pour ce faire, nous mettons en œuvre des garanties et menons des missions juridiques et techniques approuvées au niveau international dans 185 États, dont 182 sont des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). En outre, 137 de ces 185 États ont mis en place des protocoles additionnels, donnant à l'Agence un plus grand accès aux lieux et aux informations.

Le Directeur général a renforcé les activités de sensibilisation auprès des États parties, notamment par l'envoi de lettres rappelant les obligations qui leur incombent en vertu du TNP. Par exemple, il a demandé aux États ayant signé des protocoles relatifs aux petites quantités de matières sur la base de l'ancien test standard de les modifier ou de les signer à nouveau. C'est là essentiel pour remédier à une faiblesse du système de garanties de l'AIEA qui a été reconnue par le Conseil des gouverneurs il y a plus de 15 ans. L'ancien protocole standard pour les petites quantités de matières n'est, en effet, pas adapté à notre système de sécurité actuel.

Une étape clef du travail de l'AIEA a été la création d'une banque d'uranium faiblement enrichi au Kazakhstan, qui est opérationnelle depuis décembre 2019. La banque est un mécanisme de dernier recours pour les États membres dans le cas où l'approvisionnement en uranium faiblement enrichi pour une centrale nucléaire est perturbé en raison de circonstances exceptionnelles qui rendent impossible l'obtention du combustible par le biais des marchés bancaires commerciaux ou d'autres accords d'approvisionnement. L'AIEA remercie une nouvelle fois le Gouvernement kazakh qui héberge cette importante installation et lui sait gré de son excellente coopération avec elle à cet égard.

Les 18 derniers mois ont été particulièrement difficiles. La maladie à coronavirus (COVID-19) a éloigné les États membres de la réalisation des objectifs de développement durable. En réponse, l'AIEA a lancé ce qui est devenu la plus grande opération d'urgence de son histoire, fournissant des kits de dépistage basé sur la méthode de la réaction en chaîne par polymérase en temps réel à près de 130 pays, dont ont bénéficié plus de 28 millions de personnes. Et l'année dernière, pour réduire le risque d'une prochaine épidémie zoonotique, l'AIEA a lancé l'initiative « Action intégrée contre les zoonoses » afin de mieux préparer les pays à faire face aux futures pandémies grâce à l'utilisation de techniques

nucléaires et dérivées du nucléaire. D'ailleurs, le Forum scientifique de l'AIEA de cette année, qui se tiendra les 21 et 22 septembre en marge de la soixante-cinquième session de la Conférence générale de l'AIEA a pour thème « Se préparer aux épidémies zoonotiques : le rôle de la science nucléaire ». Cette manifestation comptera avec la participation d'organisations sœurs telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé animale et l'Organisation mondiale de la Santé.

Enfin, l'AIEA continue d'aider les États à évaluer la radioactivité résiduelle dans les zones touchées par des essais nucléaires, afin de déterminer si l'utilisation sûre de ces terrains est possible ou si des mesures correctives sont nécessaires. Par exemple, l'AIEA a aidé le Gouvernement kazakh au fil des ans à évaluer la contamination radiologique des terrains touchés par les essais nucléaires réalisés sur le site de Semipalatinsk et dans les zones environnantes. L'AIEA met actuellement en œuvre un projet de coopération technique visant à renforcer les capacités nationales afin d'évaluer si certaines parties du site d'essai de Semipalatinsk peuvent être ouvertes à une utilisation économique normale. Ces travaux se poursuivront dans les années à venir et rappellent les effets dangereux à long terme des essais nucléaires.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer le ferme engagement de l'AIEA à contribuer à un monde exempt d'armes nucléaires et d'essais nucléaires. En effectuant des vérifications nucléaires crédibles et en promouvant une sécurité nucléaire efficace, elle apporte une contribution tangible à cette fin.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la décision 75/558 du 19 mars 2021, je présente maintenant la déclaration préenregistrée de M^{me} Sue Coleman-Haseldine, survivante des essais nucléaires effectués dans le Kokatha et membre de la branche australienne de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (voir A/75/1019).

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la décision 75/558, je présente maintenant une déclaration préenregistrée de M^{me} Danity Laukon, ancien membre de l'Association des étudiants des Îles Marshall.

Une déclaration vidéo préenregistrée est diffusée dans la salle de l'Assemblée générale (voir A/75/1019).

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Gabon, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Afrique.

M. Biang (Gabon) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des États d'Afrique. Le Groupe des États d'Afrique vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance et d'appuyer le désarmement nucléaire. Nous nous félicitons également du message important délivré par M^{me} Nakamitsu au nom du Secrétaire général et de la déclaration prononcée par le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

La tenue de la présente séance démontre que nous sommes prêts et déterminés à mettre fin aux essais nucléaires. Il s'agit là d'une étape essentielle si nous voulons parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires. À cette fin, le Groupe des États d'Afrique appuie les objectifs énoncés dans le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, dont le but est d'interdire complètement les essais nucléaires, avec toutes les conséquences qui en découlent, et de mettre un terme à la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires.

L'élimination totale des armes nucléaires reste la seule garantie absolue contre l'emploi ou la menace de ces armes. Dans ce contexte, le Groupe des États d'Afrique réaffirme qu'il est urgent de faire en sorte que notre planète, y compris l'espace extra-atmosphérique, soit débarrassé des armes nucléaires, étant donné que leur présence constitue une menace existentielle pour la paix dans le monde et l'avenir de l'humanité. Le Groupe appuie le principe d'un désarmement nucléaire complet que nous considérons comme la condition *sine qua non* pour maintenir la paix et la sécurité internationales. C'est dans cet esprit que nous voulons rappeler l'entrée en vigueur historique, le 22 janvier, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui a fait date. Aussi le Groupe exhorte-t-il tous les membres de la communauté internationale, en particulier les États dotés d'armes nucléaires et ceux bénéficiant du « parapluie nucléaire », à saisir l'occasion qui leur est offerte de signer et de ratifier le Traité dès que possible, et de poursuivre l'objectif d'un monde sans armes nucléaires.

Le Groupe réaffirme ses profondes préoccupations quant à la lenteur des progrès accomplis par les États dotés d'armes nucléaires pour parvenir à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires, conformément à leurs obligations juridiques et à leurs engagements au

titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). C'est pourquoi le Groupe des États africains insiste sur la mise en œuvre de toutes les mesures convenues et de tous les engagements pris par les États dotés d'armes nucléaires dans le cadre du TNP, y compris les engagements relatifs à l'universalité du TNP et à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte de toutes armes de destruction massive.

Le Groupe souligne la contribution des zones exemptes d'armes nucléaires dans le monde à la réalisation des objectifs généraux de désarmement et de non-prolifération nucléaires, renforçant ainsi la paix et la sécurité aux échelons régional et mondial. Dans ce contexte, nous réaffirmons notre attachement au traité de Pelindaba, qui confirme le statut de l'Afrique en tant que zone exempte d'armes nucléaires et protège son territoire, notamment en interdisant le déploiement d'engins explosifs nucléaires et la mise à l'essai de ces armes sur l'ensemble du continent africain.

Dans le même ordre d'idées, le Groupe des États d'Afrique rappelle l'organisation, conformément à la décision 73/546, de la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, et engage tous les États invités à poursuivre leur dialogue dans un esprit constructif et de bonne foi afin de négocier un traité juridiquement contraignant permettant de mettre en œuvre la résolution sur le Moyen-Orient qui a été adoptée à la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 1995. Le Groupe souligne par ailleurs que la résolution de 1995 reste un élément essentiel et à part entière du processus et constitue la base de la prorogation du TNP pour une durée indéfinie, et insiste sur le fait que cette résolution demeure valide tant que ses objectifs n'auront pas été réalisés.

Le Groupe regrette une nouvelle fois qu'il n'ait pas été possible d'adopter un document final à la neuvième Conférence d'examen du TNP en dépit des efforts concertés des États non dotés d'armes nucléaires, en particulier les États africains. En amont de la dixième Conférence d'examen du Traité, le Groupe appelle tous les États à œuvrer à la préservation de sa crédibilité et de sa pérennité, ainsi qu'à la réalisation de ses objectifs par l'adoption d'un document final équilibré et complet.

Le Groupe des États d'Afrique insiste sur l'importance des considérations humanitaires dans toutes les délibérations sur les armes nucléaires et souligne tout particulièrement ses graves préoccupations concernant la détonation d'armes nucléaires, qu'elle soit accidentelle ou délibérée. Le Groupe appelle tous les États, en

particulier les États dotés d'armes nucléaires, à tenir compte des conséquences humanitaires catastrophiques de l'utilisation de ces armes sur la santé humaine, l'environnement et les ressources économiques vitales, entre autres, et à prendre les mesures qui s'imposent pour démanteler ces armes et y renoncer.

Nous réaffirmons l'importance de parvenir à une adhésion universelle au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, compte étant tenu compte des responsabilités particulières qui incombent aux États dotés d'armes nucléaires. Nous estimons que le Traité offre l'espoir de mettre un terme à la mise au point et à la prolifération des armes nucléaires, concourant ainsi à la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire. Nous appelons la communauté internationale à renouveler son appui à la promotion de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et exhortons les États dotés d'armes nucléaires, ainsi que ceux qui n'ont pas encore adhéré au TNP, sont cités à l'annexe 2 du Traité et ne l'ont pas encore signé ou ratifié à le faire sans plus attendre.

Pour terminer, le Groupe des États d'Afrique appelle une fois de plus tous les États à œuvrer sans relâche à promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des armes nucléaires afin de réaliser le but et les objectifs d'un monde exempt d'armes nucléaires, compte étant tenu de la responsabilité particulière qui incombe aux États dotés d'armes nucléaires.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Andorre, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

M. López Lavado (Andorre) : J'ai l'honneur d'intervenir au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, pour l'organisation de cette réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale en vue de célébrer la Journée internationale contre les essais nucléaires, conformément à la résolution 72/51. Nous saluons aussi la participation de M. Robert Floyd, Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, de M^{me} Vivian Okeke, Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York, ainsi que des représentantes de la société civile.

La résolution 72/51 rappelle que le 29 août a été proclamé Journée internationale contre les essais nucléaires et qu'elle a pour objectif d'éduquer le public et de sensibiliser aux effets des explosions expérimentales

d'armes nucléaires et autres explosions nucléaires, ainsi qu'à la nécessité d'y mettre fin, comme un pas vers l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires. À cet égard, nous soulignons le rôle essentiel joué par les gouvernements, les organisations intergouvernementales, la société civile, les milieux universitaires et les médias. Nous voudrions aussi reconnaître l'importance que revêt de ce fait l'éducation en tant qu'outil au service de la paix, de la sécurité, du désarmement et de la non-prolifération. Nous sommes convaincus qu'il ne faut ménager aucun effort pour mettre fin aux essais nucléaires afin d'écarter la menace de leurs effets dévastateurs et nocifs sur la vie et la santé des populations et sur l'environnement. Ces effets ne peuvent laisser personne indifférent, et nous appelons à ce que soit mis un terme définitif aux essais nucléaires pour un monde meilleur et plus sûr.

Le Groupe condamne, dans les termes plus forts, les six essais nucléaires auxquels la République populaire démocratique de Corée a procédé, en violation des résolutions du Conseil de sécurité sur la question, qui demandent instamment que les obligations découlant de ces résolutions soient intégralement respectées, notamment l'obligation qu'a la République populaire démocratique de Corée d'abandonner son programme d'armement nucléaire et de ne procéder à aucun nouvel essai nucléaire. Nous réaffirmons notre appui à la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne de manière pacifique et encourageons toutes les parties à s'engager dans la poursuite du dialogue.

M^{me} Mudallali (Liban), Vice-Présidente, assume la présidence.

Le Groupe tient à souligner l'importance vitale et l'urgence de parvenir à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous exhortons tous les États qui n'ont pas encore ratifié le Traité, en particulier ceux dont la ratification est nécessaire pour qu'il entre en vigueur, à le faire dès que possible. Nous prions instamment tous les États de s'abstenir de procéder à des explosions expérimentales d'armes nucléaires et à toutes autres explosions nucléaires, de déclarer ou maintenir leurs moratoires à cet égard et de s'abstenir de tout acte contraire à l'objet et au but du Traité.

Nous nous félicitons de la contribution des États signataires aux travaux de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, en particulier aux efforts entrepris pour que le régime de vérification soit capable de satisfaire aux exigences du Traité concernant la vérification

dès l'entrée en vigueur de celui-ci, comme le prévoit son article IV, et nous engageons lesdits États à poursuivre leur action en ce sens.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique, qui va s'exprimer au nom du Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

M. de la Fuente Ramírez (Mexique) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole à la présente séance de haut niveau au nom des membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC).

D'emblée, la CELAC tient à remercier le Président d'avoir organisé cette séance de haut niveau ainsi que la délégation kazakhe de son initiative et de ses efforts inlassables à cet égard. Nous remercions M^{me} Izumi Nakamitsu, Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, de sa déclaration d'aujourd'hui, ainsi que le Secrétaire général de son appui à cette question. Nos remerciements vont également à M^{me} Vivian Okeke, Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York, et à M. Robert Floyd, que nous félicitons de sa récente nomination au poste de Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La CELAC souligne par ailleurs l'importance que revêtent les témoignages des représentantes de la société civile et survivantes d'essais nucléaires qui se sont adressées à l'Assemblée générale aujourd'hui.

La CELAC tient à rappeler la résolution 64/35, adoptée par l'Assemblée générale en décembre 2009, et la résolution 72/51, de décembre 2017, qui a déclaré le 29 août Journée internationale contre les essais nucléaires. Cette journée internationale est destinée à éduquer le public et à le sensibiliser aux effets des explosions expérimentales d'armes nucléaires et autres explosions nucléaires, ainsi qu'à la nécessité d'y mettre fin, en tant que moyen parmi d'autres de parvenir à notre objectif d'un monde sans armes nucléaires. À cet égard, la CELAC réaffirme sa ferme condamnation de tout type d'essai nucléaire, où que ce soit dans le monde, et répète que tous les États doivent s'abstenir de procéder à des essais nucléaires, à des explosions ou à tout autre essai non explosif pertinent, y compris des essais sous-critiques et des expériences menées par le biais de simulations pour mettre au point et améliorer les armes nucléaires et autres armes de destruction massive. De telles actions vont à l'encontre de l'objectif et du but du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires et des obligations et dispositions

énoncées dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elles sont également contraaires à l'esprit et à la lettre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, sapant son efficacité en tant que mesure de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

La CELAC se félicite que 185 États aient signé ce traité et que 170 États l'aient ratifié, dont 36 des 44 États dont la ratification est nécessaire pour son entrée en vigueur. À cet égard, la CELAC salue la signature par les Comores et la ratification par Cuba du Traité en 2021 et souligne les étapes importantes franchies en vue de son universalisation. Néanmoins, nous réaffirmons l'importance vitale et l'urgence de son entrée en vigueur rapide et exhortons les États qui ne l'ont pas encore fait à prendre les mesures nécessaires pour le signer et le ratifier sans plus attendre.

La CELAC réaffirme la pleine validité des déclarations sur le désarmement nucléaire adoptées par la Communauté le 20 août 2013 à Buenos Aires ; le 29 janvier 2014 à La Havane ; le 29 janvier 2015 à Belén, au Costa Rica ; le 27 janvier 2016 à Quito ; et le 25 janvier 2017 à Punta Cana, en République dominicaine. La CELAC souligne l'urgence de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires, car un monde sans armes nucléaires est fondamental pour la réalisation des objectifs primaires de l'humanité, tels que la paix et la sécurité, le développement et la protection de l'environnement. À cet égard, la CELAC réaffirme sa profonde préoccupation quant à l'existence, à l'utilisation ou à la menace d'utilisation d'armes nucléaires, ainsi qu'aux conséquences humanitaires en découlant. Elle affirme avec force que les armes nucléaires ne doivent être utilisées en aucune circonstance, et que leur utilisation ou la menace de leur utilisation constitue un crime contre l'humanité et une violation du droit international, notamment du droit international humanitaire et de la Charte des Nations Unies.

La CELAC note que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui interdit la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, l'accumulation, le transfert, l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, est entré en vigueur le 22 janvier. Ce traité vient s'ajouter au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, également connu sous le nom de Traité de Tlatelolco, et au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui sont autant de jalons sur la voie de l'élimination de ces armes de destruction massive de manière transparente, vérifiable et irréversible et dans des délais clairement établis.

Enfin, la CELAC réaffirme le statut de sa région en tant que zone exempte d'armes nucléaires et réitère son engagement, tel qu'entériné dans la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, à continuer de promouvoir à titre prioritaire le désarmement nucléaire et à contribuer au désarmement général et complet afin de renforcer la confiance entre les pays.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Brunéi Darussalam, qui s'exprimera au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

M^{me} Sulaiman (Brunéi Darussalam) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Nous saisissons cette occasion pour féliciter M. Robert Floyd de sa nomination au poste de Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, premier représentant de la région de l'Asie et du Pacifique à assumer cette fonction, et l'assurons de notre appui à ses efforts visant à pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Alors que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a, à juste titre, dominé le débat public, les dangers que représentent les essais nucléaires doivent continuer de retenir toute notre attention.

L'évolution récente du panorama sécuritaire mondial, notamment les rivalités qui prévalent entre les grandes puissances, la modernisation des arsenaux nucléaires et les tensions sur la péninsule coréenne, restent réelles et alarmantes. À cet égard, l'ASEAN appelle tous les États Membres, en particulier les puissances nucléaires, à faire preuve de bonne foi, à promouvoir l'entente mutuelle, à renforcer leur coopération, et à veiller à ce que des mesures collectives responsables soient prises pour concourir à un monde exempt d'armes nucléaires.

L'ASEAN souligne sa position commune contre les essais nucléaires et insiste à nouveau sur l'importance d'une adhésion universelle au TICE. Nous avons tous ratifié le TICE, qui incarne et consolide notre ferme attachement aux normes internationales contre les essais nucléaires. À cet égard, nous nous associons aux autres orateurs pour exhorter les États visés à l'annexe 2 à signer et ratifier le Traité dès que possible, afin de permettre enfin son entrée en vigueur.

L'ASEAN déplore la conduite d'essais nucléaires, qui contreviennent aux normes et efforts internationaux en matière d'essais nucléaires, de non-prolifération et de désarmement nucléaire, ainsi qu'aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous réaffirmons avoir conscience des conséquences tragiques de l'utilisation d'armes nucléaires sur la santé humaine, les moyens de subsistance socioéconomiques et l'environnement.

Nous réaffirmons considérer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) comme la pierre angulaire de la non-prolifération et du désarmement nucléaires mondiaux et d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Nous attendons avec impatience sa prochaine conférence d'examen, qui se tiendra l'an prochain. À cet égard, l'ASEAN appelle les États parties au TNP à renouveler leurs engagements en faveur de sa mise en œuvre et à concourir à la réalisation de son article VI.

L'ASEAN souligne également l'importance des zones régionales exemptes d'armes nucléaires et leur contribution à la promotion du régime mondial de désarmement et de non-prolifération en vigueur. Nous réaffirmons donc notre volonté de faire en sorte que l'Asie du Sud-Est demeure une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, comme en disposent la Charte de l'ASEAN et le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok). Nous exhortons également tous les États Membres, y compris les puissances nucléaires, à aider l'ASEAN à concrétiser cette aspiration. À l'avenir, nous entendons continuer de dialoguer avec les puissances nucléaires et intensifier les efforts déployés par toutes les parties pour régler toutes les questions en suspens, conformément aux objectifs et principes inscrits dans le Traité de Bangkok.

L'ASEAN souligne qu'il importe d'appliquer pleinement et effectivement le Plan d'action 2018-2022 visant à renforcer la mise en œuvre du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. Dans le même temps, nous continuons d'appuyer les efforts en cours pour créer de telles zones dans le monde entier, notamment au Moyen-Orient.

En plus du TNP, du TICE et des traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, comme le Traité de Bangkok, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, entré en vigueur le 22 janvier, prévoit que chaque État partie s'engage à ne jamais, en aucune circonstance, mettre au point, mettre à l'essai, produire, fabriquer, acquérir de quelque autre manière, posséder ou stocker des armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires. Ce texte historique contribue au désarmement nucléaire

mondial et s'inscrit en complément des autres instruments de désarmement et de non-prolifération nucléaires en vigueur. Dans le droit fil de ce qui précède, l'ASEAN appuie le Programme de désarmement du Secrétaire général, démarche globale conçue pour promouvoir la non-prolifération et le désarmement nucléaires de manière concrète, holistique et intégrée.

Les armes nucléaires sont un risque pour le monde. Leur persistance donne peut-être à quelques-uns un sentiment de sécurité accru, mais elle est véritablement nuisible à la sécurité collective de tous. Désarmement et non-prolifération nucléaires sont une problématique mondiale, que chacun d'entre nous doit contribuer à régler par le truchement d'un partenariat renforcé, en particulier avec une participation effective des femmes et des jeunes, afin de créer et d'entretenir un climat de confiance collective pour promouvoir des actions concertées en vue d'un monde exempt d'armes nucléaires.

M. Prasad (Fidji) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 12 petits États insulaires en développement du Pacifique.

Alors que la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale touche à sa fin, je tiens à remercier le Président Bozkır de son remarquable leadership tout au long de cette année. Chaque année, la tenue de ce débat nous rappelle douloureusement aux effets dévastateurs, aveugles et tenaces des armes nucléaires sur les populations du Pacifique et du monde entier. Il y a plus de 20 ans, l'Assemblée désignait le 29 août comme journée pour appeler à mettre fin aux essais nucléaires.

Plus de 2 000 essais nucléaires ont été effectués à travers le monde et ont eu des répercussions sur la vie de millions de personnes. Nous prenons acte du rôle et des efforts de l'ONU, des États Membres et de la société civile pour promouvoir le programme de désarmement nucléaire. Nous attendons avec un intérêt tout particulier l'action du nouveau Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui vient de notre région et que je félicite de s'atteler à cette tâche avec beaucoup d'énergie et de détermination.

Le désarmement nucléaire concerne tous les piliers de la Charte des Nations Unies. Il a une incidence sur la paix et la sécurité internationales, le développement durable et les droits humains. Nous avons conscience que, bien que des progrès aient été accomplis, il reste encore beaucoup à faire si nous voulons concrétiser l'ambition et les objectifs du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Il y a 50 ans, le TNP entrait en vigueur ; à l'époque, nous avions qualifié ce texte d'historique, et nous le réaffirmons aujourd'hui.

La communauté internationale n'a toujours pas atteint les objectifs du Traité. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui s'inscrit en complément du TNP en interdisant tous les essais nucléaires, énonce une voie à suivre. Le cadre de surveillance des essais nucléaires est opérationnel et efficace, mais cet important traité n'est toujours pas entré en vigueur, et nous appelons tous les États à le signer et à le ratifier si nous voulons réaliser ses ambitions et ses objectifs.

Dans la région du Pacifique, nos communautés ont payé un très lourd tribut aux essais nucléaires, et leur incidence continue de se faire sentir dans les communautés de tout le Pacifique. Entre 1946 et 1966, quelque 300 essais nucléaires ont été effectués dans l'atmosphère, sous terre et sous l'eau, représentant une puissance combinée équivalente à près de 11 000 fois la bombe larguée sur Hiroshima. Les communautés souffrent toujours des incidences des essais nucléaires dans le Pacifique, comme nous l'avons entendu dans les vidéos diffusées. Les communautés qui ont été déplacées n'ont toujours pas retrouvé leurs terres d'origine. Les communautés de la région n'ont toujours qu'un accès restreint aux ressources marines qui font partie de leurs moyens de subsistance.

Les effets intergénérationnels sur la santé continuent d'être ressentis avec une grande intensité. Les déchets et matériaux radioactifs qui ont été enfouis sous terre sont désormais exposés à l'élévation du niveau de la mer et de nouvelles menaces apparaissent en conséquence. Nous sommes encore exposés à ces dangers ; c'est pourquoi le Pacifique s'exprime dans cette enceinte avec un engagement fort.

Nous prenons acte des efforts déployés par les responsables de nos sociétés civiles et par nos populations, qui ont tenté de créer une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud afin de faire cesser les essais nucléaires dans le Pacifique. Nous nourrissons une vision, selon laquelle le Pacifique bleu sera un océan de paix pour nos populations et pour le monde. Protéger le Pacifique bleu revêt une grande importance pour nos populations. C'est plus important encore pour la planète, tandis qu'elle lutte contre les effets des changements climatiques. Un océan Pacifique contaminé par les essais nucléaires continuera d'entraver notre progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable.

En ce jour où nous rendons hommage à toutes les victimes des essais nucléaires effectués dans le Pacifique et dans le monde, nous appelons la communauté internationale à engager une action plus ample

et plus soutenue encore pour faire en sorte que justice climatique soit rendue aux victimes des essais nucléaires dans le Pacifique et dans le monde.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur.

M. Gonzato (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. La Turquie, la Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel ; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

La présente réunion de haut niveau de l'Assemblée générale, convoquée à l'occasion de la Journée internationale contre les essais nucléaires, nous donne une nouvelle fois l'occasion de souligner la nécessité de parvenir à l'entrée en vigueur et à l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), une des premières priorités de l'Union européenne. Le TICE est l'un des principaux piliers de l'architecture internationale de désarmement et de non-prolifération et contribue à la paix et à la sécurité mondiales. La grande légitimité du Traité et son importance vitale pour notre sécurité collective sont mises en exergue dans la résolution 2310 (2016) du Conseil de sécurité et dans les résolutions annuelles de l'Assemblée générale relatives au TICE. L'Union européenne entend continuer de mobiliser un appui au TICE et à l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) au sein de toutes les instances multilatérales compétentes, notamment à la dixième Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous encourageons également à dialoguer avec la société civile pour promouvoir le TICE. Dans ce contexte, nous saluons l'action du Groupe de la jeunesse pour l'OTICE.

Alors que cette année marque le vingt-cinquième anniversaire de l'ouverture à la signature du TICE, nous exhortons tous les États à œuvrer à l'entrée en vigueur du Traité et à travailler de manière constructive à réunir rapidement le consensus autour du projet de déclaration ministérielle qui sera adopté à la Conférence convoquée en vertu de l'article XIV du Traité, le 23 septembre à New York. Cette manifestation donne l'occasion d'engager un dialogue au niveau politique avec les derniers États visés à l'annexe 2, à savoir la Chine, l'Égypte, les États-Unis, l'Iran et Israël, qui n'ont pas encore ratifié le Traité, ainsi qu'avec l'Inde, le Pakistan et la République populaire

démocratique de Corée, qui doivent encore le signer et le ratifier, pour qu'il puisse entrer en vigueur. L'Union européenne encourage vivement une participation de haut niveau de tous les États à la Conférence, et exhorte les pays n'ayant pas ratifié le Traité à intensifier leurs efforts avant la prochaine Conférence d'examen du TNP.

Les États membres de l'Union européenne ont apporté leur pierre à l'édifice en ratifiant le Traité il y a des années, et ils continueront d'appeler les autres pays à faire de même, sans conditions préalables ni délai supplémentaire. Nous nous félicitons que Cuba et l'Union des Comores aient récemment ratifié le TICE, portant à 170 le nombre de ratifications. Dans l'intervalle, il est également crucial que tous les États respectent intégralement le moratoire sur les explosions expérimentales d'armes nucléaires et toute autre explosion nucléaire et s'abstiennent de toute action allant à l'encontre de l'objet et du but du Traité.

L'Union européenne exhorte la République démocratique populaire de Corée à s'engager de façon crédible sur la voie d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible, et à se conformer immédiatement à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. En particulier, l'Union européenne encourage la République populaire démocratique de Corée à poursuivre des discussions sérieuses avec toutes les parties concernées afin de parvenir à une paix et une sécurité durables sur la péninsule coréenne. Nous appelons la République populaire démocratique de Corée à donner effet à son intention déclarée de mettre fin aux essais nucléaires en signant et en ratifiant le TICE. L'Union européenne espère des progrès tangibles menant à la fermeture complète, vérifiable et irréversible des sites d'essais nucléaires du pays. Dans ce contexte, l'OTICE et son expertise pourraient être d'une grande utilité. Après les essais nucléaires de la République populaire démocratique de Corée, l'OTICE a montré qu'elle jouait un rôle inestimable lorsqu'elle a rapidement fourni des données indépendantes et fiables qui ont permis à la communauté internationale de réagir de manière appropriée et rapide. L'OTICE permet au monde de disposer d'un système véritablement planétaire et sophistiqué pour surveiller les explosions nucléaires, ce qu'aucun pays ne peut faire à titre individuel.

L'Union européenne réaffirme sa confiance dans le régime de vérification du TICE et attend avec intérêt que le Système de surveillance international (SSI) soit achevé. Nous sommes conscients qu'il a un effet dissuasif contre le non-respect du Traité et qu'il donne la possibilité de réagir aux menaces contre la paix et

la sécurité internationales. L'Union européenne et ses États membres félicitent la Commission préparatoire de l'OTICE et les États signataires de leur détermination manifeste à faire en sorte que le régime de vérification continue de fonctionner pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous exhortons tous les États signataires qui n'ont pas encore établi de stations à coopérer avec le Secrétariat technique provisoire à cet effet et invitons les États signataires concernés à contribuer à ce processus. Sachant que la construction du SSI se poursuit depuis plus de 20 ans, il n'y a aucune raison de retarder davantage la certification et la mise en exploitation de toutes les stations. Les États membres de l'Union européenne exploitent actuellement 44 stations du réseau du SSI.

Outre la contribution évidente du TICE à la paix et la sécurité internationales, le programme intégré de renforcement des capacités de l'OTICE aide les États à exploiter les données du SSI pour des applications et des études civiles et scientifiques associées aux technologies de vérification liées au Traité, notamment les alertes aux tsunamis et aux nuages volcaniques. Pour tirer le meilleur parti de notre investissement collectif, l'Union européenne préconise d'exploiter pleinement les avantages potentiels des applications civiles et scientifiques des données du SSI et soutient financièrement le renforcement des capacités des pays en développement à cet égard. Toutefois, l'OTICE ne pourra s'acquitter de ses obligations que si elle reçoit le financement nécessaire pour achever la mise au point de ces outils et veiller à ce qu'ils soient pérennes. Nous demandons donc à tous les États concernés d'honorer leurs obligations financières et d'accroître leur appui politique au TICE et à l'OTICE.

Depuis 2006, l'Union européenne a fourni à l'OTICE des contributions volontaires de plus de 29,5 millions d'euros pour financer divers projets techniques visant à renforcer le régime de vérification et les capacités des pays en développement. La huitième contribution volontaire consécutive de l'Union européenne, d'un montant de 6,3 millions d'euros, est entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2020, garantissant ainsi l'appui de longue date de l'Union européenne aux capacités de surveillance et de vérification de l'OTICE et la mise en œuvre ininterrompue des activités en cours. Nous nous réjouissons à la perspective de coopérer étroitement avec le Secrétaire exécutif, M. Robert Floyd, et l'assurons de tout notre concours à nos efforts collectifs pour promouvoir l'universalisation du TICE et son entrée en vigueur, ainsi que pour continuer de développer le régime de vérification.

Autre preuve de notre engagement, l'Union européenne a appuyé 10 actions figurant au Programme de désarmement du Secrétaire général, notamment la promotion de l'entrée en vigueur du TICE. Les États membres de l'Union européenne se sont succédé pour assumer la responsabilité de la coordination conjointe de la Conférence bisannuelle visant à faciliter l'entrée en vigueur du TICE, convoquée en vertu de l'article XIV du Traité. Nous entendons continuer de saisir toutes les occasions d'appeler à l'entrée en vigueur et à l'universalisation rapides du TICE dans toutes les enceintes internationales compétentes et de plaider activement et obstinément en faveur de la signature et de la ratification du TICE dans nos réunions avec les pays qui n'ont pas encore signé ou ratifié le Traité, notamment les pays visés à l'annexe 2.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Libye, qui va s'exprimer au nom du Groupe des États arabes.

M. Elsonni (Libye) (*parle en arabe*) : C'est un honneur pour moi que de prononcer la présente déclaration au nom du Groupe des États arabes, alors que nous commémorons la Journée internationale contre les essais nucléaires, journée importante qui souligne la détermination de la communauté internationale à mettre fin aux essais nucléaires en raison de leurs effets dévastateurs sur l'humanité et des dommages environnementaux durables qu'ils ont causés.

Le Groupe des États arabes apprécie les éléments importants des déclarations du Président, du Secrétaire général, du Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) et du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui ont insisté sur l'urgente nécessité de débarrasser le monde de la menace que représentent toutes les armes nucléaires, lesquelles contreviennent incontestablement, plus que toute autre arme, aux principes humanitaires et aux droit international humanitaire, et représentent également la plus grande menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales. Dans ce contexte, le Groupe des États arabes est profondément préoccupé par les risques graves que fait peser sur l'humanité la persistance des armes nucléaires, qui doivent être éliminées de manière vérifiable et irréversible, car c'est là le meilleur moyen d'empêcher leur emploi ou la menace de leur emploi.

Il sera important de veiller à ce que la communauté internationale remédie aux menaces que certains États représentent en continuant de détenir des armes nucléaires

ou en tentant de continuer à en mettre au point, dans le cadre de leurs nouvelles doctrines militaires, et notamment en procédant à des essais nucléaires. Ces derniers font peser une menace existentielle contre laquelle nous devons continuer de lutter si nous voulons que le monde et les générations futures soient libérés de ces armes. Le Groupe des États arabes souligne que l'éradication totale des armes nucléaires est un objectif pleinement réalisable et, de fait, une condition préalable au maintien d'une sécurité et d'une stabilité internationales durables. Nous estimons que leur persistance, qui implique un non-respect de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ainsi que des obligations contraignantes adoptées durant les différentes Conférences des Parties chargées d'examiner le TNP, notamment celles relatives à l'universalisation du Traité, constitue une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. Le Groupe rejette catégoriquement toute affirmation prétendant que la possession d'armes nucléaires garantit la stabilité internationale ou que les circonstances actuelles ne sont pas propices à la mise en œuvre des obligations en matière de désarmement nucléaire.

Nous exhortons une fois de plus les États dotés de l'arme nucléaire à honorer leurs responsabilités et à mettre en œuvre les objectifs et obligations convenus afin d'éliminer intégralement tous leurs arsenaux nucléaires dans des délais précis et de réparer les dommages graves et durables causés par les milliers d'essais nucléaires qu'ils ont effectués précédemment.

Le Groupe des États arabes réaffirme une fois de plus l'importance d'appuyer les efforts internationaux visant à promouvoir l'universalisation des conventions et traités multilatéraux sur le désarmement des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, notamment le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Les puissances nucléaires, les États qui ont des activités et programmes nucléaires non déclarés et les parties qui n'ont pas encore adhéré au TNP ont une responsabilité particulière à cet égard. Le Groupe appelle également à poursuivre les efforts internationaux et régionaux déployés pour faciliter l'entrée en vigueur du TICE, qui a été signé il y a plus de 25 ans.

Malgré les tensions et l'instabilité au Moyen-Orient, les États arabes ont fait preuve de bonne foi dans ce domaine en adhérant au TNP et en mettant en œuvre les obligations qui en découlent. Ils ont également pris une part active aux négociations sur le TICE et sur le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, et continuent d'appuyer les efforts déployés par la Commission

préparatoire de l'OTICE pour atteindre ses objectifs. Néanmoins, le Moyen-Orient est l'un des exemples les plus flagrants des défis que connaît le régime de non-prolifération du fait que le TNP n'est toujours pas universalisé et qu'Israël continue de mépriser la volonté de la communauté internationale en violant les résolutions internationales pertinentes, ainsi que les normes et règles du TNP. Le Groupe des États arabes souligne l'importance d'intensifier les efforts pour remédier au déséquilibre stratégique dans la région du Moyen-Orient et y prévenir une course aux armements, en mettant en œuvre les obligations convenues dans le cadre des mécanismes internationaux de désarmement.

La plus importante de ces obligations est la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, conformément à la résolution adoptée à la Conférence d'examen du TNP de 1995, en plus des résolutions 487 (1981) et 678 (1990) du Conseil de sécurité, et de toutes les résolutions ultérieures pertinentes adoptées à l'Assemblée générale et à la Conférence générale de l'AIEA. À cet égard, le Groupe des États arabes souligne l'importance de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, organisée par l'ONU, conformément à la décision 73/546 de l'Assemblée. Nous saluons le succès de la première session de la Conférence, présidée par la Jordanie en novembre 2019, qui a obtenu un certain nombre de résultats importants, comme le souligne le rapport du Secrétaire général (A/75/63). Le Groupe encourage vivement toutes les parties invitées à la Conférence à y participer de bonne foi, en vue de négocier un traité contraignant qui promeuve la paix et la sécurité à l'échelle régionale et internationale. Nous espérons que sa deuxième édition, qui se tiendra sous présidence koweïtienne en novembre, donnera des résultats constructifs qui répondront aux préoccupations de toutes les parties concernées.

M. Ilyassov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Nous commémorons aujourd'hui, pour la douzième fois, la Journée internationale contre les essais nucléaires. Cette journée est conçue pour appeler l'attention du monde entier sur l'urgence de mettre fin à tous les essais d'armes nucléaires et, à terme, interdire la prolifération des têtes nucléaires.

Au nom de mon pays, je tiens à féliciter le Président de l'Assemblée générale et son équipe, ainsi que la Haute-Représentante Izumi Nakamitsu et le Bureau des affaires de désarmement pour leurs efforts inlassables en amont

de la présente manifestation. Nous félicitons M. Robert Floyd de son accession aux fonctions de Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et nous nous réjouissons à la perspective d'une collaboration fructueuse en vue de l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Nous prenons acte du message délivré par M^{me} Vivian Okeke, Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York, et présentons à l'Agence tous nos vœux de réussite dans sa mission. Je les remercie tous de leur indéfectible appui au Kazakhstan dans ses efforts pour instaurer la paix et la sécurité.

La présence ici aujourd'hui d'un grand nombre d'États Membres témoigne de l'engagement ferme de la communauté internationale en faveur d'un monde sans essais nucléaires et d'un avenir sans armes nucléaires. La présente Journée a été désignée et instituée avec l'adoption, le 9 décembre 2009, à l'unanimité de l'Assemblée générale, de la résolution 64/35, présentée sur l'initiative du Kazakhstan pour marquer la fermeture, le 29 août 1991, du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk. Je tiens donc à remercier tous ceux qui ont appuyé et parrainé la résolution. Comme le premier Président kazakh, Nursultan Nazarbayev, l'avait indiqué dans sa déclaration, le Kazakhstan a été, il y a 30 ans, le premier État Membre de l'ONU à fermer son site d'essais nucléaires, le deuxième plus vaste au monde, et à renoncer au quatrième arsenal nucléaire le plus puissant du monde. En l'espace d'un instant, mon pays a renoncé à 110 missiles balistiques, dotés de 1 100 ogives et capables d'atteindre n'importe quel point de la planète, et a lancé un mouvement mondial contre les armes nucléaires qui a abouti à la fermeture de sites d'essais en Russie, aux États-Unis, en France et en Chine.

Cette journée a également ouvert la voie à d'autres processus et actions historiques visant à réduire les menaces nucléaires mondiales, notamment l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), assorti d'un Système de surveillance international avancé, pour assurer la sécurité de l'humanité. Il est important de garantir l'entrée en vigueur du TICE et de préserver ainsi sa place dans l'architecture internationale à l'appui des efforts pour continuer de réduire les capacités d'armement nucléaire dans les différentes régions du monde. Nous devons nous y employer pour honorer la mémoire des millions de victimes des essais d'armes nucléaires et des bombes atomiques, et pour qu'Hiroshima, Nagasaki ou Semipalatinsk ne se reproduisent plus jamais.

Le Traité de Semipalatinsk portait création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, la première du genre dans l'hémisphère Nord, flanquée des deux principaux États détenteurs d'armes nucléaires. Cette année, nous célébrons le quinzième anniversaire du Traité, tandis que les cinq États d'Asie centrale s'efforcent toujours de concrétiser leur volonté commune d'assurer la sécurité, la stabilité, le développement et la paix de la région, tout en répondant à de graves préoccupations environnementales.

En 2015, le Kazakhstan fut à l'origine de la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires. Un projet de texte, basé sur la résolution 70/57, adoptée pour la première fois en décembre 2015, avec l'appui de la plupart des États Membres, puis réaffirmée en 2018, sera de nouveau présenté cette année, et nous espérons qu'il sera appuyé par tous les membres de l'Assemblée. Une autre étape clef a été franchie cette année avec l'entrée en vigueur, en janvier, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Le Kazakhstan est fermement convaincu que la sécurité nucléaire n'est possible que si elle est universelle et non discriminatoire. Il exhorte donc tous les États Membres à adhérer au Traité, qui incarne une nouvelle réalité et rend les armes nucléaires illégales.

À l'heure où le monde est confronté aux formidables menaces que représentent la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la propagation de conflits armés à grande échelle et les ravages que les changements climatiques font subir à la planète, un plaidoyer en faveur du désarmement nucléaire s'impose. Nous devons prendre des mesures de confiance pour éliminer les conflits et, au contraire, accélérer le développement en exploitant les technologies de pointe propres à améliorer la vie humaine tout en remédiant aux graves contradictions que font surgir les conflits.

À titre de rappel du parcours de mon pays en matière de désarmement, et pour prouver qu'il est possible de renoncer aux armes nucléaires, de préserver sa sécurité, de rester respecté et de poursuivre son développement, nous avons installé une exposition de photographies près du Café Vienne, que j'invite les représentants à regarder à leur convenance. Il est temps de surmonter la menace que représentent les essais et armes nucléaires et d'autres forces destructrices, et de rechercher de nouveaux horizons de progrès et de prospérité pour tous.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Plusieurs délégations m'ont fait part de leur souhait de prendre la parole à l'occasion de la présente réunion commémorative.

M. Pedroso Cuesta (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba s'associe à la déclaration faite par le représentant du Mexique au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

La tenue de la présente réunion de haut niveau est d'autant plus importante dans le contexte de la modernisation et de l'expansion constantes des arsenaux nucléaires, alors que les millions de dollars qui y sont consacrés devraient servir les efforts engagés pour remédier à la crise que connaît le monde actuellement, qui est exacerbée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et touche tous les domaines de la vie humaine.

Il est profondément préoccupant que, 76 ans après les bombardements criminels d'Hiroshima et de Nagasaki par les États-Unis – seul pays à avoir largué deux bombes atomiques, et qui occupe le premier rang mondial en termes d'essais nucléaires effectués, de dépenses militaires et de nombre d'armes nucléaires prêtes à servir –, ce même pays conserve une doctrine selon laquelle le seuil à partir duquel envisager l'utilisation de ces armes est très bas, même en réponse à ce qu'on appelle des menaces stratégiques non nucléaires, et qu'il se réserve la possibilité de réaliser des explosions nucléaires expérimentales pour vérifier la sécurité et l'efficacité de son arsenal nucléaire. Il est impératif de respecter les engagements juridiquement contraignants qui constituent l'architecture du désarmement et de la maîtrise des armements. Nous condamnons les violations de l'esprit et de la lettre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que commettent les États-Unis.

Cuba, qui a été le cinquième État à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, se félicite de son entrée en vigueur le 22 janvier, car il établit clairement que les armes nucléaires sont non seulement inhumaines, immorales et éthiquement indéfendables, mais aussi illégales. Nous sommes fiers d'appartenir à la première zone densément peuplée du monde à avoir été déclarée zone exempte d'armes nucléaires, ainsi qu'à la première région à s'être proclamée zone de paix. Nous sommes favorables à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, étape cruciale sur la voie du désarmement nucléaire, lequel est une priorité dans le domaine du désarmement.

En ratifiant le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en février, nous avons réaffirmé notre engagement historique en faveur du désarmement nucléaire et d'une interdiction complète et effective

de tous les essais nucléaires, y compris les explosions expérimentales, les essais sous-critiques et tous ceux qui recourent à d'autres méthodes sophistiquées, ainsi qu'en faveur de la fermeture et du démantèlement de toutes les installations utilisées à ces fins, et de leurs infrastructures connexes. Nous réaffirmons notre conviction que la seule manière efficace de faire disparaître les terribles conséquences des armes nucléaires est d'éliminer complètement ces armes, de manière vérifiable, transparente et irréversible. Pour y parvenir, il est fondamental d'interdire et de faire cesser les essais nucléaires, tous types confondus.

La première réunion des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires devraient être des occasions propices à des progrès sur la voie d'un monde sans armes nucléaires. Le désarmement nucléaire doit être la priorité dans le domaine du désarmement. L'énergie nucléaire doit être utilisée uniquement à des fins pacifiques, pour le développement socioéconomique des États, sans discrimination. Les armes nucléaires ne peuvent pas régler les problèmes du monde.

M. Takht Ravanchi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons de la tenue de la présente réunion de l'Assemblée générale. Nous félicitons le Kazakhstan d'avoir pris l'initiative de promouvoir la Journée internationale contre les essais nucléaires.

Cette année marque le vingt-cinquième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, lequel illustre la ferme détermination de la communauté internationale à mettre fin aux essais nucléaires. Ces sinistres essais ont servi d'étapes préliminaires à la production, à la prolifération et même à l'emploi d'armes nucléaires. Leurs conséquences dévastatrices se sont répercutées sur plusieurs générations, et ont eu des effets vastes et profonds non seulement sur nos peuples mais aussi sur notre planète. Quelque 2 000 essais ont été réalisés depuis 1945, dont 1 054 par les États-Unis. Ils sont la preuve que nous devons prendre des mesures concrètes pour parvenir au désarmement nucléaire, comme en dispose l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La communauté internationale doit donc continuer d'exhorter les États dotés de l'arme nucléaire à honorer leurs obligations juridiques et à s'abstenir de toute activité incompatible avec ces dernières. En outre, ni la possession illégitime d'armes de destruction

massive, y compris d'armes nucléaires, par le régime israélien, ni ses menaces flagrantes de les utiliser ne sauraient être tolérées par la communauté internationale. Notre commémoration de la Journée internationale contre les essais nucléaires doit s'adresser principalement aux États dotés de l'arme nucléaire, car ce sont eux qui ont véritablement la capacité d'effectuer de tels essais. Nous restons confrontés à une menace toujours plus grande émanant des armes nucléaires, et les puissances nucléaires ont une responsabilité particulière à cet égard. Compte tenu de l'expérience amère du passé, nous sommes convaincus que le désarmement nucléaire est et doit rester une priorité absolue pour la communauté internationale. La survie même de l'humanité dépend du fait que nous nous accordions toujours pour dire que les armes nucléaires ne devraient jamais être déployées et, au-delà, devraient être définitivement détruites. Nous soulignons donc que les moratoires sur les essais nucléaires ne sauraient se substituer à une obligation juridiquement contraignante.

Nous nous félicitons de l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, ainsi que de plusieurs autres faits nouveaux favorables à la non-prolifération et au désarmement nucléaires. Nous faisons nôtre la vision inscrite dans la résolution 64/35, selon laquelle le désarmement nucléaire et l'élimination totale des armes nucléaires sont les seules garanties contre leur emploi ou la menace de leur emploi. Saisissons toutes les occasions de continuer à promouvoir ce noble objectif.

M. Sautter (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je m'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur, et je voudrais ajouter les remarques suivantes au nom de l'Allemagne, en sa qualité de co-coordonnatrice sortante du processus de l'article XIV du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE).

Plus de 2 000 essais nucléaires ont eu lieu depuis le début de l'ère nucléaire. Initialement, leurs effets sur la vie humaine n'ont guère suscité de préoccupations. Mais la prise de conscience s'est faite progressivement, et nous connaissons désormais les effets dévastateurs que les essais nucléaires peuvent avoir et ont effectivement eu. De fait, les essais nucléaires ont laissé des traces dans l'histoire de nombreux pays, communautés et régions du monde. La Journée internationale contre les essais nucléaires commémore la fermeture, il y a 30 ans, du site de Semipalatinsk. Elle rend hommage à l'expérience tragique partagée par beaucoup.

Aujourd'hui, nous sommes tous conscients des conséquences des essais nucléaires. La décision du Président Macron de faire la lumière sur ces essais et de mieux indemniser leurs victimes est importante. Mettre fin aux essais nucléaires est devenu un impératif humanitaire. Mais c'est aussi bien plus que cela. Il s'agit d'une étape majeure dont on ne saurait trop souligner l'importance, car la voie qui mène à un monde sans armes nucléaires passe d'abord par un monde sans essais nucléaires. Mettre fin une fois pour toutes aux essais nucléaires permettra de limiter à la fois la prolifération et la mise au point des armes nucléaires. Cela renforcera la responsabilité dans les affaires nucléaires et facilitera le désarmement nucléaire. Il y a 25 ans, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires était ouvert à la signature. Il compte désormais 170 ratifications et 185 signatures. Nous félicitons Cuba et les Comores d'avoir récemment mené à terme leur processus de ratification.

Depuis le début de ce millénaire, seule la Corée du Nord a testé des armes nucléaires, ce qui lui a valu d'être catégoriquement, systématiquement et légitimement condamnée par la communauté internationale. À l'évidence, une norme universelle contre les essais nucléaires est en cours d'élaboration. Pour que ce processus devienne irréversible, le TICE doit, à terme, entrer en vigueur, une étape qui n'a que trop tardé. En tant que co-coordonnatrice sortante du processus de l'article XIV du TICE, l'Allemagne appelle tous les pays qui n'ont pas encore signé ou ratifié le TICE à le faire sans délai ni conditions préalables. Nous appelons la Chine, l'Égypte, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Iran, Israël, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée à permettre au TICE d'entrer enfin en vigueur. En attendant que ce soit le cas, je tiens à réaffirmer que l'Allemagne accorde un appui sans réserve à l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), qui incarne un remarquable exemple de multilatéralisme en action.

En notre qualité de membre de l'Initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire, je tiens également à souligner la détermination de cette initiative à renforcer à la fois la cause du TICE et l'action de l'OTICE. Pour promouvoir l'éducation nucléaire, nous appuyons toutes les communautés qui ont été affectées par des armes nucléaires et par d'anciens sites d'essais nucléaires, et nous sommes résolus à donner à la jeune génération les moyens de façonner notre avenir à cet égard.

Dans la lutte contre les essais nucléaires qui dure depuis des décennies, on ne saurait trop insister sur le rôle de la société civile. Physiciens et médecins ont joué un rôle de premier plan pour nous aider à comprendre

les effets des essais nucléaires sur la vie humaine. Les hibakusha, survivants des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, nous rappellent l'indicible horreur que provoquerait un quelconque emploi d'armes nucléaires. Des groupes de réflexion et des organisations non gouvernementales, des maires et des parlementaires ont donné davantage d'écho à l'objectif de mettre fin aux essais nucléaires. Il est grand temps que les responsables politiques mènent cette mission à son terme.

M. Espinosa Cañizares (Équateur) (*parle en espagnol*) : Qu'on me permette de remercier le Président Bozokir d'avoir convoqué la présente séance plénière de fond, pour commémorer et promouvoir la Journée internationale contre les essais nucléaires. Je salue également le leadership du Kazakhstan, et je tiens, au nom de ma délégation, à remercier le Secrétaire général António Guterres de sa déclaration, prononcée par la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu. J'adresse des félicitations particulières à M. Robert Floyd, pour sa déclaration et pour sa nomination au poste de Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Je lui souhaite plein succès dans l'exercice de ses fonctions et lui assure le soutien continu de l'Équateur.

Ensemble, main dans la main avec la société civile, les milieux universitaires, les organisations internationales et les États Membres, nous réussirons à progresser dans nos efforts visant à bâtir un monde exempt d'essais nucléaires et, plus encore, exempt de toute arme de destruction massive. Ému par le message des survivants des essais nucléaires, je tiens à rappeler que la meilleure façon de se souvenir des victimes de ces essais est d'assurer l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). C'est pourquoi l'Équateur exhorte les pays qui n'ont pas encore signé ou ratifié le Traité, en particulier les États visés à l'annexe 2, à le faire dès que possible. Dans l'intervalle, mon pays insistera sur la nécessité pour tous les États de respecter le moratoire sur tout type d'essais nucléaires.

Je tiens à souligner le rôle joué par ma région en tant que première zone densément peuplée du monde à avoir été déclarée zone exempte d'armes nucléaires conformément au Traité de Tlatelolco. À cet égard, l'Équateur s'associe à la déclaration faite par le Mexique au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

L'Équateur se joint à la condamnation internationale des essais nucléaires, où qu'ils soient effectués et quel qu'en soit l'auteur, non seulement parce qu'ils contribuent

à la mise au point d'une arme aux conséquences humanitaires désastreuses, désormais interdite par un instrument juridiquement contraignant, mais aussi parce qu'ils causent de graves dommages au milieu naturel et ont grièvement touché diverses populations dans le monde. Nous réitérons également que les essais sous-critiques et informatiques sont contraires à l'esprit du TICE et permettent la modernisation de ces armes, même au détriment des engagements pris par les États dotés d'armes nucléaires au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Pour honorer les engagements qu'il a pris dans le cadre du TICE, l'Équateur continuera d'accueillir des stations de surveillance des infrasons et des radionucléides dans les îles Galápagos, en vue de renforcer le réseau international de surveillance.

Enfin, nous rappelons la teneur de la résolution 75/13 de l'Assemblée générale, dont nous nous sommes portés coauteurs, et exprimons ainsi notre sincère appréciation du mécanisme de liaison établi à New York entre l'ONU et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

M^{me} Aguiar Barboza (Brésil) (*parle en anglais*) : En tant que coauteur de la résolution 64/35, par laquelle l'Assemblée générale a proclamé à l'unanimité le 29 août Journée internationale contre les essais nucléaires, le Brésil se félicite de la tenue de la séance d'aujourd'hui et remercie le Président de l'Assemblée générale et le Kazakhstan de cette initiative. Je tiens également à remercier la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, M^{me} Izumi Nakamitsu, de sa déclaration, ainsi que M. Robert Floyd, Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et M^{me} Vivian Okeke, Directrice du Bureau de liaison à New York de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Je tiens en outre à remercier sincèrement M^{me} Sue Coleman-Haseldine, survivante des essais nucléaires et militante contre les armes nucléaires, et M^{me} Danity Laukon, militante contre les armes nucléaires, de leurs exposés inspirants. Puissent leurs propos nous faire réfléchir à la menace que représentent les essais nucléaires pour l'humanité tout entière.

L'engagement du Brésil en faveur de l'interdiction des essais nucléaires ne date pas d'hier. Il y a 25 ans, nous avons été parmi les premiers pays à signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) le jour même de son ouverture à la signature. Nous avons également été parmi les premiers pays à le ratifier en 1998. Il est extrêmement regrettable que, bien que plus de deux décennies se soient écoulées, ce traité crucial ne soit toujours pas entré en vigueur.

Certains affirment que l'adoption du TICE, associée à des moratoires volontaires sur les essais nucléaires, a conduit à l'émergence d'une norme *de facto* contre les essais nucléaires. Il est également positif que les quelques violations de ces nouvelles normes qui se sont produites depuis aient été largement condamnées par la communauté internationale. Toutefois, nous ne pouvons pas nous contenter indéfiniment de cette situation de fait. L'interdiction des essais nucléaires doit devenir une obligation ferme et universelle juridiquement contraignante. Nous demandons aux États qui n'ont pas encore signé ou ratifié le Traité, en particulier les États visés à l'annexe 2, de le faire dans les meilleurs délais.

Plus de 2000 essais nucléaires ont été effectués à ce jour. Ces expériences regrettables ont des effets durables et indiscriminés sur la santé humaine et sur l'environnement, des effets qui se font encore sentir aujourd'hui. Comme l'ont dit précédemment les intervenants, cela continuera d'affecter les générations à venir. La prise de conscience croissante des effets néfastes des essais nucléaires renforce l'idée selon laquelle l'utilisation d'armes nucléaires aurait des conséquences humanitaires inacceptables. À cet égard, en janvier dernier, la communauté internationale a franchi une étape cruciale dans son processus de civilisation avec l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Ce traité constitue une véritable avancée pour le régime de désarmement et de non-prolifération, dans la mesure où il élève considérablement les barrières morales contre l'utilisation ou la menace d'utilisation de ces armes. Son entrée en vigueur est la preuve de l'engagement des États envers notre objectif commun ultime, à savoir l'élimination totale des armes nucléaires.

L'élimination transparente, vérifiable et réversible des armes nucléaires est le seul moyen de garantir que ces armes ne seront plus jamais utilisées par qui que ce soit, quelles que soient les circonstances. Cette conviction continue de guider l'attachement indéfectible du Brésil au TICE et au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

M. Bandiya (Nigéria) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation de la République fédérale du Nigéria, je tiens à remercier le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué l'importante séance plénière d'aujourd'hui. Qu'il me soit également permis de remercier le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour son engagement et pour les efforts qu'il déploie pour promouvoir le Traité et renforcer son régime de vérification.

Le Nigéria s'associe à la déclaration faite par le représentant du Gabon au nom du Groupe des États d'Afrique.

Ma délégation regrette vivement que 25 ans après son adoption, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) ne soit toujours pas entré en vigueur. Nous appelons donc les États dotés d'armes nucléaires et ceux qui ne l'ont pas encore signé ou ratifié, en particulier les huit derniers États visés à l'annexe 2, à le faire sans plus attendre. Ayant ratifié le TICE en septembre 2009, le Nigéria est déterminé à plaider pour son entrée en vigueur et appuie tous les efforts visant à renforcer et entretenir un élan politique et à poursuivre les activités de sensibilisation du public en faveur de sa promotion et de son entrée en vigueur. À cet égard, ma délégation a présenté une vision concernant les moyens de promouvoir cet objectif dans le cadre de la non-prolifération et du désarmement, en vue de faciliter l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

L'existence persistante des armes nucléaires continue de faire peser une menace existentielle sur l'humanité tout entière. Le coût de l'entretien et de la modernisation de ces armes est choquant et inadmissible par rapport aux ressources que les États pourraient consacrer à des initiatives plus utiles et plus productives, susceptibles de favoriser la croissance et le développement pacifique des sociétés.

Le Nigéria souligne qu'il est préoccupé par la lenteur des progrès accomplis par les États dotés d'armes nucléaires en vue de l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires, conformément à leurs obligations et engagements juridiques au titre de l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. À cet égard, nous soulignons que l'universalisation du Traité sur la non-prolifération dépend du strict respect de ses trois piliers, à savoir le désarmement, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Ma délégation voudrait saisir cette occasion pour réaffirmer que les conséquences humanitaires catastrophiques qui pourraient résulter de l'emploi délibéré ou de l'explosion accidentelle d'armes nucléaires doivent être une raison impérieuse pour tous les États de s'attaquer à la question de la possession continue de ces armes. Ces armes sont toujours des agents de destruction massive par excellence, et tous les processus de désarmement, dans le cadre du large éventail d'objectifs poursuivis par l'ONU, doivent viser à leur élimination totale.

À cette fin, ma délégation se félicite vivement de l'entrée en vigueur historique, le 22 janvier, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, un traité qui

marque une étape décisive. Ma délégation est fière d'avoir participé activement au processus qui a conduit à son adoption et d'avoir été l'un des premiers pays à le signer et à le ratifier. Notre engagement a été guidé par la position fondée sur des principes du Nigéria concernant la dénucléarisation du monde. Par conséquent, nous exhortons tous les membres de la communauté internationale, en particulier les États dotés d'armes nucléaires et ceux bénéficiant du « parapluie nucléaire », à saisir cette occasion pour signer et ratifier le Traité sans plus tarder, et à œuvrer à la réalisation de l'objectif de l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Les explosions nucléaires expérimentales créent non seulement des tensions politiques au niveau mondial, mais ont également des effets dévastateurs sur notre santé et sur le milieu naturel en propageant de la matière radioactive dans l'atmosphère. À cet égard, ma délégation réaffirme que le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont des ingrédients essentiels à la paix et à la sécurité internationales.

Pour terminer, pour ces motifs, nous exhortons tous les partenaires mondiaux à déployer des efforts concertés pour parvenir au désarmement nucléaire.

M. Wu Jianjun (Chine) (*parle en chinois*) : Nous remercions le Président de l'Assemblée générale d'avoir convoqué la séance d'aujourd'hui et des efforts considérables qu'il a déployés pour la convoquer malgré les difficultés posées par la maladie à coronavirus (COVID-19). Je remercie la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Izumi Nakamitsu, le Secrétaire exécutif de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), M. Robert Floyd, et la Directrice du Bureau de liaison de l'Agence internationale de l'énergie atomique à New York, M^{me} Vivian Okeke, ainsi que mes collègues et les autres délégations de leurs déclarations.

L'interdiction complète et l'élimination totale des armes nucléaires, l'élimination de la menace d'une guerre nucléaire et l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires sont dans l'intérêt commun de toute l'humanité. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) est un pilier important du système international de désarmement et de non-prolifération nucléaires et joue un rôle important dans le maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

Des changements complexes et profonds sont en cours en ce qui concerne la sécurité stratégique internationale, et l'équilibre et la stabilité stratégiques mondiaux sont confrontés à de lourds défis. La

communauté internationale doit œuvrer de concert pour garantir une sécurité commune et rejeter catégoriquement la mentalité de la guerre froide et les jeux à somme nulle.

Cette année marque le vingt-cinquième anniversaire de l'ouverture à la signature du TICE. Tous les pays doivent défendre fermement le rôle vital du Traité pour freiner la course aux armes nucléaires et réduire le risque d'une guerre nucléaire, et travailler ensemble pour bâtir un monde de paix durable et de sécurité universelle. Les États dotés d'armes nucléaires doivent défendre fermement les buts et principes du Traité, honorer leurs engagements en matière de moratoire sur les essais nucléaires, s'engager inconditionnellement à respecter le principe du « non-recours en premier à l'arme nucléaire » et s'abstenir d'employer ou de menacer d'employer des armes nucléaires contre des États non dotés d'armes nucléaires.

La politique nucléaire de la Chine est la plus cohérente, la plus constante et la plus prévisible de tous les États dotés d'armes nucléaires. La Chine a toujours appuyé l'interdiction complète et l'élimination totale des armes nucléaires. Elle s'est engagée à respecter le principe du « non-recours en premier à l'arme nucléaire » et sa promesse inconditionnelle de ne pas avoir recours à l'emploi ou à la menace d'armes nucléaires contre des États non dotés d'armes nucléaires ou des zones exemptes d'armes nucléaires, et a toujours maintenu ses capacités nucléaires au niveau minimum requis pour le maintien de la sécurité nationale.

La Chine, qui a été parmi les premiers pays signataires du TICE, a toujours défendu résolument les buts et objectifs du Traité, respecté son engagement en faveur d'un moratoire sur les essais nucléaires, appuyé toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, ainsi que la résolution 2310 (2016) du Conseil de sécurité, et participé activement aux travaux de la Commission préparatoire de l'OTICE. Ces dernières années, la Chine a accompli des progrès considérables dans la construction, la certification et l'acceptation des stations du Système de surveillance international sur son territoire, ce qui témoigne de son appui indéfectible au Traité.

La douzième Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) se tiendra à New York ce mois-ci. La Chine espère que la Conférence permettra de renforcer le consensus international sur l'interdiction des essais nucléaires. La Chine travaillera avec le reste de la communauté internationale pour contribuer à l'entrée

en vigueur du Traité et continuera d'œuvrer en faveur de cet objectif ultime qu'est l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires.

M. Koba (Indonésie) (*parle en anglais*) : Nous souhaitons en premier lieu nous associer à la déclaration faite par la représentante du Brunéi Darussalam au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Nous remercions également le Président et la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement de leurs observations liminaires.

La célébration de cette Journée internationale contre les essais nucléaires nous rappelle l'importance de garantir une coexistence pacifique sur cette planète, d'œuvrer à l'interdiction définitive des armes nucléaires et de ne plus jamais permettre qu'elles soient mises à l'essai. Cette célébration n'est pas un geste symbolique. Nous savons que l'emploi d'armes nucléaires ne conduit à aucun résultat utile. Nous devons tout mettre en œuvre, à tout moment, pour éviter la perspective de l'annihilation nucléaire. En fin de compte, nous savons que les conséquences des forces nucléaires sur l'environnement dépassent notre capacité à le restaurer rapidement. Nous ne pouvons pas nous permettre la moindre erreur d'appréciation face aux problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés dans des domaines tels que les changements climatiques et la sécurité. Nous devons consacrer nos ressources à ces problèmes au lieu de les gaspiller dans une course aux armements. À cet égard, je voudrais mettre l'accent sur trois points.

Premièrement, rien ne saurait justifier la mise à l'essai et l'entretien d'armes nucléaires. Tous les États doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour avancer sur la voie d'un monde exempt d'armes nucléaires. La tendance récente à appuyer l'existence continue, voire la modernisation, des armes nucléaires est inacceptable. Sachant que les essais sont essentiels à la modernisation des arsenaux nucléaires, tous les États doivent s'y opposer pour signaler leur refus de cette stratégie. Cela s'applique également aux États qui mettent en œuvre des politiques du parapluie nucléaire, qui sont eux aussi tenus de respecter leurs engagements et de promouvoir un climat international pacifique et sûr. Compte tenu de leurs effets néfastes, il est clair qu'il n'existe aucune justification morale pour la possession d'armes nucléaires. En outre, suite à l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, il n'existe aucun motif juridique justifiant la possession de telles armes. En tant qu'un des principaux défenseurs du Traité, l'Indonésie continue de promouvoir l'adhésion universelle.

Deuxièmement, il faut lutter efficacement contre les conséquences néfastes des essais nucléaires. Nos efforts ne s'arrêtent pas à l'arrêt des essais nucléaires. Il faut prendre en compte les effets des essais nucléaires sur l'environnement et la population humaine et y remédier, et c'est aux États dotés d'armes nucléaires qu'incombe cette responsabilité. Qu'un essai ait été mené sur la terre ferme ou en mer, il a des effets catastrophiques durables. Cela est particulièrement vrai s'agissant des essais menés dans l'océan Pacifique, en raison de leur fréquence et de leur intensité. À cet égard, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires contient également des dispositions spécifiques concernant la remise en état de l'environnement et l'assistance aux victimes.

Troisièmement, l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) revêt la plus haute importance. Conjointement avec d'autres instruments internationaux, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le TICE est un fondement essentiel d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'Indonésie, qui a ratifié le TICE, exhorte les États restants visés à l'annexe 2 qui ne l'ont pas encore fait à le signer et à le ratifier.

Je termine en soulignant que tous les essais nucléaires doivent cesser, et que les armes nucléaires doivent faire l'objet d'une interdiction complète et être éliminées. Reléguons les armes nucléaires au passé.

M. Roethlin (Autriche) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Président d'avoir convoqué cette importante réunion commémorative, et je remercie tous les principaux orateurs et les intervenants de leurs observations.

L'Autriche s'associe pleinement à la déclaration prononcée par le représentant de l'Andorre au nom du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, ainsi qu'à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, qui énoncent en détail nos priorités concernant l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE).

Soixante-seize ans se sont écoulés depuis que les premiers essais nucléaires ont été effectués. C'est un événement qu'il est difficile de célébrer. D'un côté, cela nous rappelle qu'en dépit de 76 années d'efforts, la menace des armes nucléaires et de leurs conséquences humanitaires catastrophiques reste présente. Elle semble d'ailleurs s'intensifier. Les accords de désarmement sont remis en question ; la pression de la prolifération

s'amplifie ; la transparence est en baisse ; et les arsenaux nucléaires sont modernisés et renforcés, ce qui donne lieu à des dépenses considérables. De nouveaux types d'armes nucléaires sont mis au point et fabriqués de façon à être plus facilement utilisables.

D'un autre côté, certains progrès notables nous donnent des raisons d'espérer. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) est devenu un élément essentiel du cadre mondial pour le désarmement nucléaire. Nous réitérons notre pleine confiance dans le Traité et l'OTICE, que nous félicitons de ses efforts inlassables visant à faire cesser les essais nucléaires. L'Autriche est fière d'accueillir l'OTICE et son personnel dévoué. Nous souhaitons la bienvenue à son nouveau directeur exécutif, M. Robert Floyd, et nous comptons sur sa direction dynamique pour faire avancer nos efforts communs. L'OTICE vérifie le respect de la norme interdisant les essais nucléaires. Les données fiables et indépendantes fournies par le Système de surveillance international et le Centre international de données témoignent de son efficacité. Elles représentent un élément de confiance qui est indispensable pour bâtir un monde exempt d'armes nucléaires. Il est donc profondément préoccupant qu'une année supplémentaire se soit écoulée sans que le Traité n'entre en vigueur, en particulier au moment où d'autres traités en matière de désarmement et de non-prolifération sont bafoués, remis en question ou non reconduits. Nos efforts en faveur de l'entrée en vigueur du TICE ne doivent pas stagner. Au contraire, il est grand temps que les pays qui représentent un obstacle à l'entrée en vigueur du Traité, notamment ceux visés à l'annexe 2, ratifient enfin le TICE, sans attendre et sans conditions préalables.

L'immense majorité des pays ne se contente pas d'attendre l'avènement d'un monde exempt d'essais et d'armes nucléaires, comme l'ont clairement montré 122 États en 2017 lorsqu'ils ont voté pour l'adoption du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Depuis, le Traité a connu une progression stupéfiante. Il est entré en vigueur le 22 janvier et compte déjà 86 signatures et 55 ratifications. Des préparatifs sont en cours pour la tenue de la première réunion des États parties à Vienne en mars 2022. Tous les États et toutes les organisations compétentes ont été invités. Nous nous faisons une joie de les accueillir à Vienne, que ce soit en tant qu'États parties ou observateurs. Comme c'est le cas d'autres traités, qui portent sur les armes biologiques et chimiques, les interdictions énoncées dans le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires sont essentielles pour éliminer cette catégorie d'armes de destruction massive. Le Traité complète et renforce d'autres éléments clefs de

l'architecture mondiale du désarmement, et nous appelons tous les États à participer au débat sur les préoccupations et motifs à l'origine du Traité.

Le fait est que le risque d'une détonation nucléaire, qu'elle soit accidentelle ou, volontaire, ou résultant d'un malentendu, augmente. Les conséquences humanitaires d'une détonation seraient catastrophiques. Les armes actuelles sont plus puissantes et plus destructrices que celles qui ont touché Hiroshima et Nagasaki. Aujourd'hui, les armes d'une puissance similaire à celles utilisées en 1945 sont décrites comme étant plus petites et plus « utilisables » que le reste des arsenaux nucléaires des États concernés. Il s'agit d'un changement de nomenclature terrifiant qui est non seulement trompeur, mais qui risque également d'affaiblir les inhibitions en ce qui concerne l'emploi de telles armes.

Dans le même temps, il est tout à fait clair que les armes nucléaires n'améliorent pas la sécurité, une vue que l'Autriche partage avec le Secrétaire général. Au contraire, la sécurité mondiale est renforcée par la confiance mutuelle et la transparence. Les progrès réalisés dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération, à commencer par l'entrée en vigueur d'une norme mondiale interdisant les essais nucléaires sous la forme du TICE, constituent un pas important pour réduire le risque de prolifération nucléaire et par conséquent, renforcer la confiance. Je réitère donc l'attachement de l'Autriche à l'entrée en vigueur et à l'universalisation du TICE et j'appelle tous les États à œuvrer de concert à la réalisation de cet objectif. En adhérant au TICE et au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, nous pourrions bâtir un avenir où plus personne ne devra plus vivre dans la crainte des armes nucléaires.

Avant de conclure, je voudrais faire un bref commentaire sur les itérations futures de cette célébration. Il est essentiel que la liste des orateurs soit établie avec précision. Si nous respectons pleinement le format général des réunions commémoratives, qui prévoit un nombre d'orateurs restreint, les dérogations à cette pratique doivent être dûment communiquées à tous les États Membres afin de donner à toutes les délégations intéressées la possibilité de participer à la réunion et de se préparer en conséquence.

M. Vitrenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, et je voudrais faire les observations supplémentaires suivantes à titre national.

À l'occasion de la Journée internationale contre les essais nucléaires, alors que nous commémorons le trentième anniversaire de la fermeture en 1991 du site d'essais d'armes nucléaires de Semipalatinsk, au Kazakhstan, nous honorons la mémoire de toutes les victimes des essais nucléaires et rendons hommage aux personnes dont la vie a été gravement affectée. Nous souhaitons saisir cette occasion pour sensibiliser le public à la menace et aux conséquences dévastatrices des essais d'armes nucléaires. De 1945 à nos jours, plus de 2 000 essais nucléaires ont été effectués dans le monde entier, entraînant des conséquences dévastatrices pour les populations et l'environnement, ainsi que pour le développement socioéconomique.

À l'occasion de cette journée internationale, et à l'approche du vingt-cinquième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), nous souhaitons souligner l'importance vitale de l'entrée en vigueur et de l'universalisation du Traité. Le moratoire volontaire sur les explosions expérimentales nucléaires que divers États ont déclaré est important mais reste insuffisant, car il ne saurait remplacer un traité juridiquement contraignant. À cet égard, nous appelons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à signer ou à ratifier le TICE dans les meilleurs délais, en particulier les États visés à l'annexe 2, dont la signature et la ratification sont requises pour l'entrée en vigueur du Traité. L'universalisation et l'entrée en vigueur rapide du TICE doivent rester une priorité essentielle pour tous les États, car elles renforceraient considérablement le régime mondial de désarmement et de non-prolifération nucléaires et contribueraient à la paix et à la sécurité internationales.

La tenue de la Conférence internationale prévue par l'article XIV du TICE ici à l'ONU, à la fin du mois, sera une nouvelle occasion de débattre en profondeur des perspectives d'entrée en vigueur du Traité. Nous félicitons les Coprésidents de la Conférence des efforts qu'ils ont déployés pour faciliter la négociation du projet de déclaration ministérielle. Afin de donner un élan positif à la poursuite des débats, nous encourageons tous les États à engager un dialogue constructif en vue de trouver un consensus sur le document.

À ce jour, la République populaire démocratique de Corée reste le seul pays à effectuer des essais nucléaires au XXI^e siècle. Nous l'exhortons à prendre des mesures concrètes en vue d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité en la matière. Nous demandons également à la République populaire démocratique de Corée de traduire ses intentions déclarées en actes en mettant fin

aux essais nucléaires, ainsi qu'en signant et en ratifiant le TICE. Seule la mise en œuvre de ces mesures peut prouver sa volonté de contribuer au renforcement du système de sécurité existant, tant au niveau régional que mondial. Bien que le TICE ne soit pas encore entré en vigueur, et conformément à plusieurs résolutions du Conseil de sécurité, nous exhortons tous les États à s'abstenir de procéder à des essais nucléaires ou à toute autre explosion nucléaire.

Enfin, nous souhaitons réaffirmer notre ferme engagement à mettre un terme à tous les essais nucléaires, quels que soient le lieu et le moment où ils sont effectués dans le monde.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le cadre de cette séance commémorative.

Avant de lever la séance, je voudrais dire quelques mots. C'est probablement la dernière fois que je préside une séance en ma qualité de Vice-Présidente de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session. Cela a été un grand honneur pour le Liban et pour moi-même d'assurer la vice-présidence. Je remercie tous les États Membres de leur coopération, mais surtout le Secrétariat de son travail, sans lequel rien ne se passerait dans cette salle.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 103 de l'ordre du jour ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 25.